



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 35 – 15 octobre 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement britannique pourrait aider financièrement l'industrie à faire face à l'augmentation des prix de l'énergie

Climat & Energie

- *Renewable UK* appelle le Royaume-Uni à faire davantage pour le développement de l'éolien terrestre

Environnement

- Le Royaume-Uni a perdu près de la moitié de sa biodiversité depuis la révolution industrielle
- La régénération naturelle pourrait créer plus de 400 000 hectares de forêts

Industrie

- L'industrie du C02 conclut un accord pour garantir aux entreprises un approvisionnement durable
- L'industrie automobile s'inquiète des conséquences des hausses du prix de l'énergie
- Des chefs d'entreprises et des responsables de l'éducation demandent un assouplissement des règles d'immigration
- Le plus important producteur de volailles au RU inquiet d'une nouvelle hausse des prix de l'alimentation

Transport

- Les perturbations dans les ports britanniques accentuent les difficultés d'approvisionnement
- Les opérateurs ferroviaires prévoient une réduction massive de leurs effectifs
- Une association spécialisée dans les transports appelle le gouvernement à interdire les vols intérieurs et à subventionner le ferroviaire

Fait marquant

Le gouvernement britannique pourrait aider financièrement l'industrie à faire face à l'augmentation des prix de l'énergie

La hausse des prix de l'énergie et notamment du gaz naturel en Europe continue de fragiliser le secteur de l'énergie au Royaume-Uni. Face à la montée des prix de gros sur les marchés du gaz et de l'électricité, et incapables de transférer leurs coûts supplémentaires aux consommateurs protégés par un plafonnement (*price cap*), de nombreux fournisseurs d'électricité se retrouvent au bord de la [faillite](#). Celle-ci a touché quatre fournisseurs supplémentaires au cours des derniers jours, portant le nombre de faillites à 13 cette année, contre cinq en moyenne les années précédentes. Ces faillites ont un impact financier important pour les ménages britanniques : si les clients des entreprises défaillantes sont repris par des fournisseurs concurrents, ils se voient généralement appliquer une hausse des tarifs, susceptible de toucher [jusqu'à 2 millions de foyers](#).

Le secteur de l'industrie est également très affecté par cette hausse des prix. [Les industries à forte intensité énergétique](#) tels que l'acier, la céramique, le papier ou les produits chimiques, ont alerté quant au potentiel arrêt de leur production du fait du poids de la facture électrique dans leurs coûts de production. Le gouvernement, après plusieurs échanges contradictoires entre le *Treasury* (ministère des Finances), opposé à tout soutien financier, et le *BEIS* (ministère de l'Economie et de l'Energie) en faveur de l'octroi de prêts, pourrait choisir de soutenir les entreprises, sous une forme qui doit encore faire l'objet d'arbitrages (parmi les pistes qui seraient envisagées figurent un plafonnement des prix de l'énergie, un renflouement des entreprises en cas de défaillance ou un remaniement du système de compensation pour les entreprises énergivores). Le Chancelier de l'Echiquier Rishi [Sunak](#) a indiqué qu'un soutien aux entreprises financé par le contribuable serait nécessairement assorti de conditions. Certains membres du gouvernement s'inquiètent également du message que représenterait un soutien aux industries énergivores à quelques jours de l'ouverture de la COP26.

Le secteur de l'industrie déplore par ailleurs de longue date son handicap de compétitivité par rapport à ses concurrents européens, du fait de coûts de l'électricité plus élevés, et réclament des mesures de long-terme.

Le chiffre de la semaine

22 %

C'est la part des locataires dont la santé est affectée par le mal-logement en Angleterre, [selon l'ONG Shelter](#). Le froid, la moisissure et l'humidité sont les principales causes de maladie.

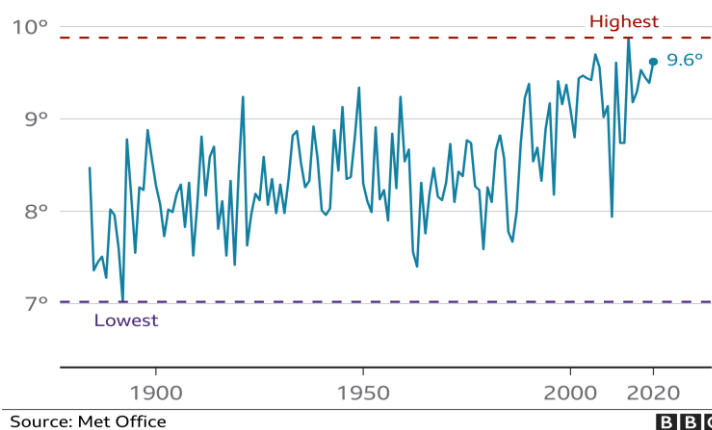


Les graphiques de la semaine

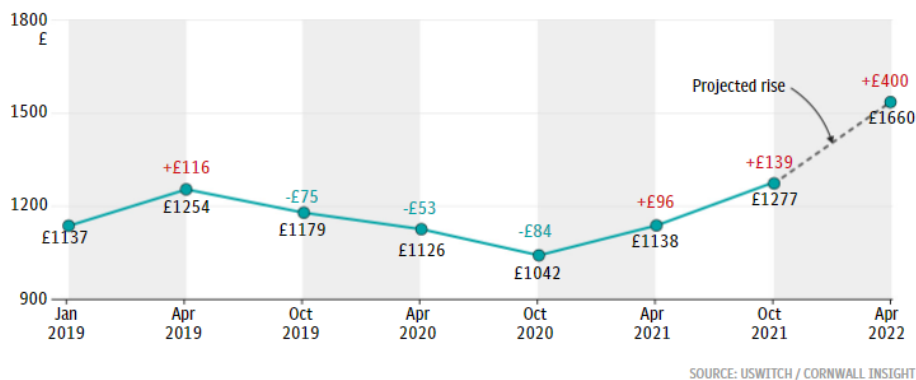
[Les températures moyennes](#) au Royaume-Uni auraient augmenté de près de 2°C depuis 1884 en raison du réchauffement climatique.

Temperatures in 2020 close to highest ever

Mean temperature in the UK 1884-2020 (°C)



L'explosion des prix du gaz a entraîné récemment le relèvement des prix régulés de l'énergie pour les ménages. Une nouvelle augmentation du plafond est attendue au 1^{er} avril 2022.



Climat & Energie

[COP 26 : actualités](#)

Flash – Selon [un sondage de YouGov](#), le climat constitue désormais la première préoccupation des britanniques, à égalité avec l'économie.

Flash – Le [Premier Ministre britannique](#) appelle l'Inde et l'Arabie Saoudite à rehausser leurs ambitions climatiques d'ici à la COP 26.

Flash – Dans un nouveau rapport, [l'agence de l'Environnement](#) souligne l'impréparation du Royaume-Uni face aux conséquences du changement climatique, notamment en matière de prévention des inondations.

Flash – Les cheminots et les éboueurs écossais ont voté en faveur d'une [action de grève](#) pendant le sommet mondial sur le climat COP26 à Glasgow, qui s'inscrit dans le cadre de conflits salariaux de longue date et pourrait, le cas échéant, entraîner d'importantes perturbations.

Flash – [Le premier ministre australien](#) Scott Morrison confirme sa participation à la COP26, sans toutefois annoncer de stratégie climatique sur le long terme.

Renewable UK appelle le Royaume-Uni à faire davantage pour le développement de l'éolien terrestre

Afin d'atteindre sa cible de neutralité carbone à l'horizon 2050, le Royaume-Uni devra, selon le *Climate Change Committee*, chargé de conseiller le Gouvernement sur les sujets climatiques, augmenter sa production d'énergies renouvelables. L'installation de nouvelles éoliennes terrestres est donc nécessaire, afin d'atteindre [35 GW de capacité éolienne terrestre](#) d'ici 2035, contre 14 GW aujourd'hui. Or, selon un rapport de [Renewable UK](#), qui rassemble les entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables, les autorités en charge de la planification n'accorderaient pas suffisamment de permis de développement pour atteindre cette cible : à ce jour, seuls 600 MW de capacité électrique seraient approuvés chaque année, bien loin des 1,25 GW nécessaires. Pour combler cet écart *Renewable UK* a récemment proposé au Gouvernement un nouveau partenariat (« *Onshore Wind Industry Prospectus* ») visant à installer 15 GW supplémentaires de capacité éolienne terrestre d'ici 2030. Outre les créations d'emplois induites (27 000 au RU dont 17 000 en Ecosse), *Renewable UK* insiste sur les impacts positifs que pourrait avoir la filière éolienne terrestre, notamment en matière de production d'hydrogène vert, et appelle le Gouvernement à introduire des enchères annuelles (contre tous les deux ans aujourd'hui) dans le cadre des *Contrats for Difference (CFD's)*. Ce mécanisme permet aux porteurs de projets d'énergies renouvelables de bénéficier, sur une durée de 15 ans, d'un prix d'achat garanti de l'électricité. *Renewable UK* plaide également pour une réforme du système de planification, qui faciliterait le développement des projets éoliens terrestres, et pour une modernisation des réseaux électriques.

Environnement

Le Royaume-Uni a perdu près de la moitié de sa biodiversité depuis la révolution industrielle

[Une étude](#) du *London's Natural History Museum* révèle que le Royaume-Uni se classerait parmi les pays s'étant le plus appauvris en terme de biodiversité : il détiendrait ainsi le pire bilan parmi les pays du G7 et ferait partie des 10 % des nations ayant la biodiversité la plus dégradée. Ce rapport, publié en amont de [la conférence sur la biodiversité](#) organisée à Kunming en avril 2022 et dont la première partie se tiendra en ligne la semaine prochaine, souligne le rôle qu'a joué la

révolution industrielle et agricole dans l'amorce d'une perte continue en matière de biodiversité en transformant rapidement et largement le paysage naturel britannique. Selon les chercheurs, la révolution agricole aurait « *enclenché la destruction mécanisée de la nature pour en tirer du profit* ». La mécanisation croissante de l'agriculture et l'extension des terres agricoles (deux-tiers du territoire sont désormais utilisés pour l'agriculture) ont détruit des pans entiers d'habitat naturel, avec pour effet de menacer d'extinctions de nombreuses espèces, dont le hérisson et le chat sauvage d'Ecosse. Si toutes les régions ne sont pas touchées de la même manière, le RU dans son ensemble présente un score d'intégrité écologique de 53 %, contre 75 % à l'échelle mondiale. Cela reste très éloigné des 90 % jugés nécessaires par les scientifiques pour éviter une érosion de la biodiversité. Les chercheurs ont également créé un indicateur de mesure de la biodiversité, le [Biodiversity Intactness Index](#), dont ils espèrent qu'il pourra contribuer à faire aboutir les négociations internationales sur ce sujet.

La régénération naturelle pourrait créer plus de 400 000 hectares de forêts

Le Royaume-Uni est aujourd'hui l'un des pays les moins boisés d'Europe, avec un couvert arboré représentant 13 % de sa surface. La création de nouvelles zones boisées, essentiellement par le biais de plantation d'arbres, demeure faible : moins de 300 000 hectares de forêts ont été plantés ces vingt dernières années. [Selon certaines associations](#) engagées dans la protection des forêts, la régénération naturelle assurerait un essor des espaces forestiers au Royaume-Uni, de manière plus économique et respectueuse de la biodiversité, en permettant aux arbres de se reproduire sans intervention humaine, grâce à une dispersion des graines par le vent ou les animaux. Certaines ONG spécialisées dans la défense de l'environnement comme *Friends of the Earth* et *Rewilding Britain* appellent à ce qu'une bande de 150 m autour des forêts soit laissée à la régénération naturelle.

Industrie

Flash – Le conglomérat *GFG Alliance*, propriétaire de *Liberty Steel*, s'est engagé à relancer ce mois-ci la [production](#) des usines de Rotterham et Stocksbridge dans le South Yorkshire et à conserver une « grande majorité » de leurs 1 000 employés, après avoir obtenu un refinancement partiel de ses dettes.

L'industrie du C02 conclut un accord pour garantir aux entreprises un approvisionnement durable

L'[accord, négocié par le gouvernement britannique avec les fournisseurs de C02](#), prévoit que les industries utilisatrices achètent du C02 à *CF Fertilisers* (dont la production couvre 60 % des besoins du RU), à un prix qui permette à ce dernier de poursuivre ses activités. En septembre, le gouvernement avait consenti une aide exceptionnelle permettant de financer pendant trois semaines les coûts de fonctionnement des usines anglaises de *CF Industries*, qui venait à échéance. Sur les deux sites, qui avaient fermé en raison de la hausse mondiale des prix du gaz, seul celui de Billingham devrait poursuivre sa production. L'accord, valide jusqu'en janvier 2022, doit permettre de sécuriser l'approvisionnement de nombreux secteurs fortement dépendants du C02 (agro-

alimentaire et nucléaire notamment). Dans son [communiqué de presse](#), le groupe *CF Industries*, qui possède *CF Fertilisers*, invite cependant le RU à développer des « *sources alternatives de CO2 robustes dans le cadre d'une solution à long terme pour répondre à la demande du pays* ».

L'industrie automobile alerte sur les conséquences des hausses du prix du gaz

Selon le directeur général de la fédération des industries automobiles (*Society of Motor Manufacturers and Traders* - SMMT), la hausse récente des prix du gaz accentue le désavantage compétitif que subissent les [producteurs automobiles](#) britanniques par rapport à leurs concurrents européens, qui bénéficient d'une énergie moins chère. Il estime que cette situation peut décourager les investissements dans les batteries et les véhicules électriques, qui sont fortement consommateurs d'énergie, et déplore que les producteurs automobiles ne soient pas classés parmi les industries énergivores, ce qui les prive du bénéfice potentiel des mesures d'aide envisagées par le gouvernement.

Des chefs d'entreprise et des responsables de l'éducation demandent un assouplissement des règles d'immigration

Dans une lettre commune envoyée à plusieurs ministres dont celui du BEIS, Kwasi Kwarteng, plus d'une douzaine d'organisations exhortent le gouvernement à [étendre](#) le système de visa temporaire permettant de recruter des travailleurs étrangers. Selon eux, cette mesure est nécessaire pour éviter un accroissement des difficultés rencontrées sur les chaînes d'approvisionnement, alors que les fêtes de fin d'année approchent. Ils demandent également une augmentation des moyens alloués à la formation et à l'apprentissage pour développer sur le long terme une main-d'œuvre britannique qualifiée. Les entreprises estiment que les 10 500 visas temporaires, destinés aux conducteurs de poids lourds et employés du secteur avicole, demeurent largement insuffisants pour pallier les pénuries de main d'œuvre dans ces secteurs. Les pénuries de personnels dans les [abattoirs](#) ont également conduit le gouvernement à octroyer 800 nouveaux visas temporaires afin de recruter des bouchers étrangers pour des contrats allant jusqu'à 6 mois. L'association des éleveurs de porcs (*National Pig Association*) affirme cependant que cette mesure ne permettra pas de combler une pénurie qu'elle évalue entre 12 000 et 15 000 travailleurs. Pour l'ensemble de l'économie britannique, le nombre de postes vacants a atteint le niveau record depuis 20 ans de 1,1 million entre juillet et septembre, [selon l'ONS](#).

Le plus important producteur de volailles au RU inquiet d'une nouvelle hausse des prix de l'alimentation

[Ranjit Singh Boparan](#), propriétaire des entreprises agro-alimentaires *Bernard Matthews* et *2 Sisters Food Group*, demande une « remise à plat » des prix de l'alimentation afin de refléter les coûts réels de production, estimant que la nourriture britannique est « trop bon marché ». Il a averti que le prix du poulet, viande la plus consommée au RU, devrait augmenter de 10 % dans les prochaines semaines. L'industrie agro-alimentaire subit, comme de nombreux secteurs, un cumul de difficultés : difficultés sur les chaînes d'approvisionnement, prix record de l'énergie, hausse des salaires, et pénurie de travailleurs. Afin de maintenir ses activités, M. Boparan envisage d'automatiser davantage sa production.

Transport

Flash – Les syndicats de la *Driver and Vehicle Licensing Agency* (DVLA) pourraient décider d'un nouveau mouvement de [grève](#) afin d'obtenir une meilleure protection contre le Covid pour les équipes sur site. Une telle grève ralentirait la réduction progressive de la pénurie de chauffeurs routiers en retardant l'examen des permis de conduire.

Flash – *United Road Transport Union* (URTU), premier syndicat des chauffeurs routiers, a menacé de faire [grève](#) cet hiver afin d'obtenir une amélioration des conditions de travail et une hausse des salaires.

Flash – Dans un rapport sur l'avenir des transports, la ville de [Leeds](#) évoque la création d'une *Clean Air Zone*, sur le modèle de l'*ULEZ* londonienne. Cette mesure, qui avait été abandonnée l'année dernière, sera examinée lors de la réunion du conseil municipal la semaine prochaine.

Flash – Les réservations britanniques pour les services de [fret aérien](#) ont augmenté de 70 % depuis le début du mois selon la société de fret *Air Charter Service*. Les entreprises tentent de contourner les retards de déchargement rencontrés dans les ports britanniques.

Flash – Les responsables des compagnies aériennes et des agences de voyage ont [critiqué](#) le maintien au RU de restrictions aux voyages et des exigences de test PCR, qui empêchent selon eux la reprise du tourisme sur le territoire britannique. Le Gouvernement a cependant annoncé le 14 octobre que les tests obligatoires dans les 2 premiers jours sur le territoire britannique, pour les personnes doublement vaccinées n'ayant pas séjourné dans un pays de la liste rouge, pourront être des [tests antigéniques à compter du 24 octobre](#).

Les perturbations dans les ports britanniques accentuent les difficultés d'approvisionnement

Le port de Felixstowe, le plus grand port de marchandises du RU, voit s'accumuler les [conteneurs](#) faute de personnels suffisants pour le déchargement et le transport des marchandises. Les entreprises de logistique et les commerces de détail ont averti que ce phénomène s'étendait désormais à d'autres ports britanniques, dont London Gateway et Southampton, et plusieurs transporteurs maritimes ont déjà détourné leurs navires vers des ports d'Europe continentale. Les perturbations et retards des routes maritimes provoqués par la pandémie ont conduit à une accumulation des conteneurs dans les ports, accentuée au RU par la pénurie de chauffeurs routiers, qui ralentit le transport des marchandises. Les difficultés d'approvisionnement font craindre des pénuries pour Noël, concernant notamment les jouets. Gary Grant, directeur exécutif du plus grand distributeur indépendant de jouets du RU, a ainsi invité les parents à effectuer leurs achats dès maintenant afin de contourner ce problème. Des « achats de panique » pourraient cependant accentuer les difficultés d'approvisionnement, en augmentant la quantité de marchandises arrivant dans les ports. Face au risque de pénuries généralisées d'ici Noël et aux demandes répétées de nombreuses industries, le gouvernement a nommé l'ancien directeur général de *Tesco*, Sir [David Lewis](#), conseiller en charge des chaînes d'approvisionnement.

Les opérateurs ferroviaires prévoient une réduction massive de leurs effectifs

Plusieurs milliers d'employés du secteur, qui risquent d'être frappés par des licenciements massifs, ont été invités à s'inscrire à un [plan de départ volontaire](#). Le *Rail Delivery Group* (RDG), qui représente les entreprises ferroviaires, n'a pas fixé de limite au nombre d'employés pouvant bénéficier de ce dispositif, mais les conducteurs de train, toujours en nombre insuffisant dans certaines régions, ne devraient pas être concernés. Les opérateurs espèrent économiser 2 Md£ afin de faire face aux conséquences des baisses de fréquentation provoquées par la Covid-19. La fréquentation des trains s'établit aujourd'hui à 65 % de son niveau pré-pandémie, mais les trajets domiciles/travail, parmi les plus rentables, sont davantage affectés par la baisse de fréquentation du fait du développement du télétravail. Les syndicats ont fortement critiqué ces mesures, alors que le gouvernement affirme vouloir poursuivre les grands projets ferroviaires et rouvrir certaines lignes. RDG estime pour sa part que le transport ferroviaire ne peut plus dépendre de financements publics pour maintenir ses services.

Une association spécialisée dans les transports appelle le gouvernement à interdire les vols intérieurs et à subventionner le ferroviaire

L'association *Campaign for Better Transport* (CBT) [invite](#) le gouvernement à interdire les vols intérieurs britanniques si un trajet équivalent en train prend moins de cinq heures et propose qu'en contrepartie, les prix des trajets en train longue distance soient subventionnés. CBT propose également d'introduire des étiquettes indiquant les émissions de CO2 d'un vol et à créer une taxe sur les billets des voyageurs réguliers. Ces propositions interviennent alors que Rishi Sunak pourrait annoncer, à l'occasion de la présentation du budget le 27 octobre, une réduction des taxes sur les vols intérieurs, une demande forte du secteur aérien qui a reçu plus tôt dans l'année le soutien de Boris Johnson et a fait l'objet d'une [consultation publique](#) au printemps.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international